

SÉRIE 1/4

L'immense pessimisme des jeunes

MÉTHODOLOGIE

1.144 francophones

L'étude repose sur un échantillon de 1.144 jeunes, représentatifs des francophones de 18 à 30 ans en fonction de l'âge, du genre, du niveau d'études, du type d'habitat et de leur localisation géographique. La marge d'erreur est de 2,8 %. Les enquêtes ont été effectuées sur internet entre le 2 et le 18 septembre 2014 par l'institut Dedicated Research.

Politique, économie, enseignement... Les 18 -30 ans ont un regard désabusé sur la société actuelle.



Solidaris, la RTBF et *Le Soir* ont enquêté sur les Belges francophones de 18 à 30 ans. Pendant quatre jours, nous publions les résultats de cette étude. Le premier volet de cette enquête est consacré à l'attitude des jeunes face au système et aux institutions.

Les résultats dressent le portrait d'une jeunesse sans illusion. Ils ne croient plus aux politiques (lire ci-contre), s'inquiètent de ce qu'est devenu le système économique et financier, pensent que l'enseignement les prépare mal à la vie active, estiment que l'ascenseur social est en panne, doutent de la justice.

Jean Cornil, expert Solidaris et essayiste pour le Centre d'action laïque, ne s'étonne guère de cette vision pessimiste de la so-

ciété : « *Nous sommes dans un monde en basculement ! Tout ce qui a fait le sens des générations précédentes, les grands récits politiques, l'évolution des droits de l'homme... Le mur de Berlin s'est effondré, l'Etat s'est sécularisé. Les religions traçaient en grande partie la vie de certaines personnes... Tous les grands principes de sens se sont effrités, ce qui engendre désarroi et inquiétude.* » ■

5 %

Le regard des jeunes sur la politique est profondément désabusé. Seuls 5 % pensent que voter peut changer les choses. Près d'un sur deux (46 %) juge que la démocratie ne fonctionne pas bien. Et il ne se trouve même pas un jeune sur dix (7 %) pour estimer que les gouvernants œuvrent à améliorer la qualité de vie de la population.

Les 18-30 ans ne croient pas à la politique

- Nous publions aujourd'hui les résultats du Thermomètre Solidaris - RTBF - « Le Soir » portant sur la vie des jeunes adultes entre 18 et 30 ans.
- Le premier constat est particulièrement sombre : leur vision de la société est très pessimiste.
- La méfiance dans le système en général, politique en particulier, est criante.

En Belgique, voter permet vraiment de changer les choses. » Seuls 5 % des jeunes de 18 à 30 ans sondés à l'occasion de notre grand Thermomètre Solidaris - RTBF - *Le Soir* en sont convaincus.

Si la démocratie fonctionne vraiment chez nous ? Ils sont à peine plus nombreux à le croire (9 %). Ce ne sont là que deux chiffres tirés de cette enquête. Deux chiffres qui, déjà, donnent le ton. Car en règle générale, les jeunes adultes se disent à 63 % non optimistes pour l'avenir de la société. Et toutes les institutions, toutes les facettes du système en prennent pour leur grade. Le système économique et financier inquiète, l'argent et la finance occupent trop de place dans la société actuelle, estime-t-on. L'enseignement ? Un interlocuteur sur deux estime qu'il ne prépare pas

du tout bien aux réalités du monde du travail. L'ascenseur social est en panne : seuls 11 % des jeunes y croient encore. Et les partis politiques, donc, arrivent bons derniers dans l'échelle de confiance de ces jeunes adultes (4 %), les leaders politiques belges et européens étant à peine plus légitimés (5 et 6 %). La justice n'inspire pas plus d'enthousiasme.

Un tableau particulièrement sombre qui n'étonne pas Jean Cornil, expert Solidaris et essayiste pour le Centre d'action laïque : « *Nous sommes dans un monde en basculement ! Tout ce qui a fait le sens des générations précédentes, les grands récits politiques, l'évolution des droits de l'homme... Le mur de Berlin s'est effondré, l'Etat s'est sécularisé. Les religions traçaient en grande partie la vie de certaines personnes... Tous les grands prin-*

cipes de sens se sont effrités, ce qui engendre désarroi et inquiétude. »

Reste à savoir dans quelle mesure ce pessimisme et cette méfiance sont le propre d'une génération et non une tendance sociétale lourde. Jean Cornil reste prudent, car toutes les tranches d'âge ne sont pas considérées dans cette enquête. A ses yeux, le manque de confiance en l'avenir peut être présent dans les autres générations : « *J'ai entendu parler d'une nouvelle association de grands-parents inquiets pour le climat et la justice sociale. L'inquiétude est partagée.* » Patricia Vendramin, sociologue à l'Université catholique de Louvain, est plus franche et insiste pour sa part sur la nécessité de ne pas faire ressortir les jeunes comme une cohorte « à part », alors que les facteurs de mal-être sont communs à plusieurs

générations... Elle ajoute : « *Notre jeunesse est à l'image de la société dans laquelle elle vit.* » Marc Jacquemain, sociologue à l'ULg, appuie. Selon lui, la désaffection par rapport aux mécanismes classiques et la disqualification du politique se sont engagées il y a déjà 50 ans. « *Le signe le plus révélateur a été le moment où une part importante des répondants a commencé à estimer que leurs enfants auront un niveau de vie inférieur au leur... Mais cela remonte aux années 80 !* »

Il formule aussi des réserves : sans points de comparaison avec les autres générations ou des enquêtes similaires dans les années précédentes, il est difficile d'analyser à quel point ce pessimisme serait caractéristique ou non de la jeune génération d'aujourd'hui.

Ce constat posé, le sociologue apporte quelques éléments d'éclair-

rage. Premièrement, l'impact d'un discours largement véhiculé qui va dans le sens d'un certain pessimisme :

« *Les jeunes qui sont interrogés font état de choses omniprésentes dans le débat public : ce thème d'une génération qui va être confrontée à un univers beaucoup plus compétitif, plus dur, est notamment sans cesse relayé dans les médias. En répondant à cette enquête, ils font donc l'écho de ces discours.* » Marc Jacquemain reconnaît néanmoins que cela reflète en partie la réalité : « *Nous sommes face à une jeunesse beaucoup plus éduquée, qui a en main davantage d'outils d'information. Lorsque je suis sorti de l'université, nous étions moins nombreux qu'aujourd'hui. Ces jeunes décroient donc que lorsque l'éducation est généralisée comme aujourd'hui, à*

la sortie, ils sont davantage confrontés au monde de la compétition. » Autre élément objectif : cette génération est la première à avoir vécu un chômage de masse.

« **Nous sommes dans un monde en basculement. Tous les grands principes de sens se sont effrités** » JEAN CORNIL, EXPERT

Deuxième élément soulevé par le sociologue : la méfiance envers le système politique qui n'est ni neuve ni propre à la nouvelle génération, estime-t-il. « *La politique apparaît de plus en plus comme absente, se réduisant avant tout au jeu politique des effets d'annonce, du show, mais se montrant incapable de traduire les demandes sociales de façon forte.* » Et

Marc Jacquemain de poursuivre en abordant le « *contre-exemple frappant* » que vient de nous offrir l'actualité : « *Ce qui se passe en Grèce démontre que lorsqu'il existe une réelle offre alternative, les citoyens se mobilisent à nouveau en politique. Un tel sondage en Grèce aujourd'hui aurait sans doute donné des résultats différents.* »

Enfin, le sociologue souligne que les résultats « *restent assez nettement indexés sur les statuts sociaux* » : c'est-à-dire qu'il y aurait davantage de différences entre des gens du même âge mais avec des niveaux d'étude et des statuts sociaux différents qu'entre personnes de générations différentes au bagage socio-culturel et économique plus proche... ■

ELODIE BLOGIE

action Un think tank jeune

Une vingtaine de jeunes engagés dans la vie sociale, économique ou politique de notre pays qui se réunissent pour réfléchir à des solutions inventives pour les défis de demain. » C'est ainsi que se définit « le groupe du vendredi », qui existe depuis bientôt deux ans. L'association est composée de jeunes de 25 à 35 ans.

Nous avons rencontré quatre membres de ce groupe pour débattre de différents sujets : logement, travail, enseignement... A la table : Naïm Cordemans, économiste, Charlotte de Callatay, étudiante en droit, Brieuc Van Damme et Laurent Hanseeuw, tous deux économistes. Certains sont engagés en politique, d'autres pas. « *Nous sommes pluralistes, on accepte les orientations idéologiques de chacun* », commente Brieuc, le président du groupe.

Premier débat : le financement des études supérieures. « *Personne n'est d'accord sur ce sujet* », entame Charlotte, en riant. « *Le groupe, c'est un endroit où on discute des choses. Certaines opinions du groupe sont diffusées dans la presse, ça ne veut pas dire qu'on est tous d'accord. Mais le débat a eu lieu.* » Les idées fusent : augmenter le financement de base, mettre en place un système de minerval plus élevé mais différé. Très vite, les restrictions pratiques apparaissent : « *En Communauté française, pour avoir des fonds pour le supérieur, il faudrait négocier avec d'autres niveaux de pouvoir puisqu'on fonctionne en enveloppe fermée* », remarque Laurent.

La discussion se poursuit sur les pensions, le marché du travail et le logement. Les membres du groupe sont emballés, cherchent la confrontation, se chamaillent gentiment. « *On sait que tu es VLD, toi* »,

lance Laurent à son président, le taquinant sur un de ses positionnements.

Bref : ce débat montre bien l'esprit collectif du groupe, que nous avons sollicité une nouvelle fois pour un commentaire sur les grands résultats de l'enquête Solidaris. En deux jours, plusieurs membres se sont penchés sur la question et nous ont fourni des notes longues de deux pages (1).

Attardons-nous sur ce chiffre : 5 % des jeunes pensent que voter permet vraiment de changer les choses. « *C'est tout de même étonnant que 95 % des jeunes pensent autrement après le 25 mai où la victoire de la N-VA a quand même fondamentalement changé le visage politique de notre pays. Il faudrait peut-être les réinterroger maintenant que les élections en Grèce ont amené Syriza au pouvoir* », commente Naïm. Autre commentaire du groupe : « *Offrir le droit de vote sans une éducation à la citoyenneté c'est un peu comme offrir une voiture sans permis de conduire...* »

Testez le groupe du vendredi sur le pessimisme apparemment généralisé des jeunes pointé par Solidaris. Ils vous répondront que le discours serait sans doute différent si on tenait compte de davantage d'indicateurs (l'amélioration de la qualité de l'air, par exemple), que les médias jouent un rôle dans le négativisme ambiant, qu'on oublie qu'on vit dans une société de confort.

Bref : vous trouverez chez eux de l'analyse, de la niaque, du clash, mais pas de bras baissés. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

(1) Retrouvez les réflexions du groupe du vendredi sur www.lesoir.be

L'EXPERT

« Nous sommes obligés de porter des lunettes roses »

Au constat sidérant d'un pessimisme généralisé s'oppose un chiffre étonnant. En réalité, 74 % des jeunes adultes francophones de 18 à 30 ans se disent plutôt satisfaits de leur vie actuelle. Pas si paradoxal que ça, comme l'explique Bernard Rimé, psychologue des émotions à l'UCL.

Comment s'explique ce paradoxe ?

C'est ce qu'on appelle « l'optimisme irréaliste ». Le point de départ est le suivant : objectivement, nous vivons dans un monde dangereux où le contrôle que nous avons sur les choses est bien inférieur aux éléments qui nous menacent. Dans l'heure qui suit, je peux être arraché à la vie de multiples façons. Si nous gardions la vision purement réaliste que l'actualité nous impose, nous serions contraints de prendre conscience des êtres dérisoires que nous sommes. Or, ce regard réaliste est impossible à tenir ! Sans quoi on ne peut rien entreprendre.

Les gens doivent donc porter ce que j'appelle des lunettes roses : ils doivent exagérer leur bonne étoile et le sentiment que le monde est juste pour s'assurer la vision d'un monde dans lequel il est possible de vivre. C'est le sentiment d'invulnérabilité de type « ça n'arrive qu'aux autres ».

Être trop réaliste devient dès lors pathologique ?

Lorsque l'on perd ses lunettes roses, on est soit en dépression, soit en stress post-traumatique. Deux états dont la première phase est effectivement une dégringolade, une rupture de l'optimisme et l'ouverture à une vision intenable.

C'est donc une constante. Pas de différence générationnelle ?

Les personnes âgées ne sont pas les moins optimistes, car elles sont souvent plus sereines. Mais l'optimisme irréaliste est un principe universel. Par contre, certaines études ont montré, depuis plusieurs années, que les Belges ont un regard plus noir sur la société que des citoyens d'autres pays, comme en Afrique. Il faut reconnaître que les informations auxquelles nous sommes exposés tous les jours sont très négatives... La situation du monde semble effectivement assez sombre.

E.BL.

De la méfiance envers toute forme d'institution

Plus de six jeunes sur dix sont pessimistes par rapport à l'avenir. A quoi est-ce dû ? Les chiffres de l'enquête donnent un aperçu intéressant du rapport que les jeunes entretiennent avec le « système » et les institu-

tions qui le composent.

Et le moins que l'on puisse dire, c'est que ce rapport est caractérisé par la méfiance, dans la mesure où les jeunes d'aujourd'hui privilégient leurs cercles « proches » (eux-mêmes, fa-

mille, amis) et n'accordent que peu de crédit aux institutions.

Les 18-30 ans sont très critiques vis-à-vis du monde politique, de l'école, du système économique et de l'échelle sociale en général. Passage en revue. ■

POLITIQUE Le désintérêt politique d'une cible électorale stratégique

Les politiciens, tous des pourris ? Les résultats de l'enquête Solidarité sont pour le moins alarmants pour les partis. Ils sont 5 % à penser que voter permet vraiment de changer les choses, contre 62 % (33 % sont neutres). La démocratie n'a pas forcément la cote non plus, puisqu'ils sont 46 % à estimer qu'elle ne fonctionne pas très bien. Enfin, seulement 7 % jugent que nos gouvernants agissent vraiment pour améliorer la qualité de vie de la population. Ouch ! Le constat n'est pas plus glorieux en France, où une enquête récente démontre qu'un jeune de 18-25 ans sur deux tient les politiques pour responsables de l'abstention. Ils dénoncent les « mensonges des politiques » (71 %), le fait que les « campagnes ignorent les vraies préoccupations » (45 %) et la « malhonnêteté » (33 %). Quels sont les échos du terrain ? Olivier Boutry coordonne des activités autour des jeunes (âgés d'environ 18 ans) et de la politique pour la Ligue des droits de l'homme. Durant les activités, il note que la réaction des jeunes peut d'emblée être dure envers leurs représentants politiques : « En fait, la méfiance provient des thématiques véhiculées par les débats politiques. Le chômage, le terrorisme, ce n'est pas forcément engageant pour un jeune... Mais en les incitant à être eux-mêmes acteurs du débat, via une joute verbale, cela fonctionne, ils se prennent au jeu. C'est une manière parmi d'autres de les impliquer dans le débat. »

Les jeunes n'aiment vraisemblablement pas les partis, mais les partis aiment les jeunes : « Les partis ont à cœur de fidéliser cet électorat, puisque les jeunes sont encore en train de construire leur comportement politique », analyse Emilie Van Haute, politologue à l'ULB.

A.-C.B.

FINANCE

**Redonner
sens à
l'économie**

Guillaume a 29 ans. Après avoir étudié à Solvay sans trop savoir pourquoi (« *on ne le fait pas par passion, mais pour avoir une situation* »), il part faire le tour du monde : « *il fallait que je désapprenne tout ce que j'avais appris* ». Aujourd'hui, il a déjà lancé quatre sociétés et coopératives qui cartonnent, toutes dans le secteur de l'économie alternative. Bien sûr, il perçoit d'où vient cette méfiance envers le système économique, même si lui ne le condamne pas : « *c'est une belle réalisation de l'être humain, mais qui se transforme en permanence ; de tout temps, des gens ont des intuitions qui les mènent à entreprendre de nouvelles choses* ». Bruno est nettement plus critique. Lui qui a fait des études en comptabilité et fiscalité travaille maintenant depuis huit ans dans la gestion de portefeuilles clients pour des indépendants. « *Pour le moment, on peut encore faire tout et n'importe quoi avec les banques, affirme le jeune homme. Dans le milieu, tout le monde se dit que rien n'a changé depuis la crise des subprimes et que la prochaine crise risque d'être encore pire. Mais on est obligés de rentrer dans le jeu, on doit bien gagner sa vie...* » Jacques Defourny est professeur d'économie sociale à l'ULg. Il constate chez les étudiants une envie de plus en plus importante de poser des questions de sens. « *Il faut très longtemps à des Business Schools pour changer d'orientation, reconnaît l'expert. Mais beaucoup de ces écoles ont aussi créé des programmes orientés vers l'entrepreneuriat social, l'économie solidaire.* » Si la crise de légitimité envers les institutions financières traverse toute la société, Jacques Defourny ne s'étonne pas qu'elle puisse y être importante dans la jeune génération : « *On sait que les premières années de la vie professionnelle sont aujourd'hui marquées par une plus grande instabilité. Les jeunes sont un réceptacle plus sensible parce que leur propre position est fragile.* »

E.BL.

ENSEIGNEMENT

**L'école
et le monde
du travail,
difficile
transition**

L'école ne semble pas avoir bonne presse auprès des jeunes. Ils sont 52 % à estimer que l'école ne prépare pas bien aux réalités du monde du travail. En ce qui concerne la préparation au monde en général (comprendre la société), le pourcentage de jeunes avec une vision négative est de 46 %. Seuls 26 % des jeunes pensent que leur diplôme répond vraiment à une demande du marché du travail, quand 33 % sont persuadés du contraire. Pour Patricia Vendramin, sociologue à l'Université de Louvain, il ne faut pas tomber dans l'excès de pessimisme : « *Les jeunes de 18 à 30 ans, qui font partie du panel de l'enquête, sont par définition en train de vivre la transition école-travail.*

ÉCHELLE SOCIALE

**Les jeunes
touchés
par les inégalités**

C'est un autre chiffre fort : la désillusion par rapport à l'ascenseur social est largement partagée. L'idée que les inégalités sociales augmentent en Belgique remporte aussi une grande adhésion : 56 % des jeunes adultes de 18 à 30 ans, en moyenne, et 65 % dans les milieux populaires, sont tout à fait en accord avec cette affirmation. Pour Pierre Reman, directeur de la Faculté ouverte de Politique économique et sociale de l'UCL, ce bilan correspond partiellement à la réalité : « *Un dossier de l'OCDE de 2014 démontrent que les inégalités, en termes de revenus disponibles, augmentent effectivement. La société belge est plus inégalitaire qu'avant la crise de 2008.* » Toutefois, « *ce que les personnes ignorent souvent, poursuit Pierre Reman, c'est que les impôts et les transferts sociaux, c'est-à-dire la redistribution, atténuent toujours de façon relativement importante ces inégalités. Et d'avantage en Belgique que dans certains pays du Sud* ». Ensuite, le chercheur comprend l'inquiétude des jeunes : « *Le revenu disponible a diminué pour tous les groupes d'âge mais plus chez les jeunes, un peu moins chez les actifs et presque pas du tout chez les plus de 65 ans. Le risque de pauvreté a basculé des personnes âgées vers les jeunes* ». Autant d'éléments qui mettent en doute l'image de l'ascenseur social, qui, comme l'explique encore Pierre Reman, ne fonctionne plus aujourd'hui que pour les jeunes qui jouissent d'un capital culturel et familial confortable. En cause notamment l'école qui hier « *permettait encore à des enfants issus de milieux populaires de gravir l'échelle sociale* ». Pourtant, le spécialiste refuse que l'on se focalise sur l'enseignement. D'autres éléments sont à l'œuvre dans le processus d'ascenseur social. Dont, surtout, l'emploi, qui a toujours été le plus grand intégrateur social. La crise actuelle ne peut donc qu'enrayer le processus de progression...

Ils se frottent à un univers qu'ils ne connaissent pas, ils n'ont pas encore toutes les armes nécessaires. Certains sont plus avancés que d'autres, bien sûr. Cette transition n'est pas forcément facile, ils sont réalistes à ce sujet. Mais ça ne veut pas dire non plus qu'ils dénigrent toute leur formation ! » Quant au rôle de l'école, la sociologue rappelle qu'elle n'a jamais prétendu avoir toutes les recettes miracles. « *Non, vraiment, je trouve ça un peu dur de conclure en disant que l'enseignement prépare mal les jeunes. Il y a un temps d'installation pour tout, une période de transition n'est pas forcément rose tous les jours, pensez à la vie de couple par exemple* », tempère Patricia Vendramin. Le décalage entre l'offre et la demande de certains postes ne dépend pas non plus que du ressort de l'école, ajoute-t-elle : « *Quand une entreprise rencontre des difficultés pour repérer certains profils qui lui seraient nécessaires, on ne peut pas supposer que l'école le fera à sa place.* »

A.-C.B.